

Préface

La déconstruction est une pratique institutionnelle pour laquelle le concept d'institution reste un problème. — Jacques Derrida

En ce début de 21^e siècle, l'information est au centre de l'activité économique et des milieux sociaux, probablement davantage que les biens et les services. Dans cette « société fondée sur la connaissance (knowledge-based society) », on estime que les organismes d'enseignement supérieur, notamment les universités, jouent un rôle de plus en plus décisif. L'université, ne pouvant plus maintenir sa tradition de « solitude et de liberté » (Humboldt), tend à devenir une organisation bureaucratique, qui fonctionne efficacement dans une société et une économie plongées dans le processus de la globalisation rapide.

Ces dernières années, nous sommes témoins d'une série de transformations drastiques dans les institutions d'enseignement supérieur du monde entier. Dans la recherche académique, on met fortement en avant le principe de concurrence, et l'on accorde de l'importance à la rentabilité et à l'efficacité. Dans l'enseignement, on respecte surtout la formation professionnelle. Dans l'administration, on pratique une méthode de gestion « top-down », un concept managérial importé du secteur privé. Aujourd'hui, tant du point de vue de la recherche et de l'enseignement que de celui de la planification et de la gestion, les établissements d'enseignement supérieur sont amenés à repenser leur compétitivité internationale dans un contexte de mondialisation et de capitalisation de l'enseignement; ils participent aussi d'un effort national visant à renforcer la puissance de leur pays d'origine dans ce même contexte.

Prenons un exemple concret. Début juillet, avant la tenue du sommet du G8 à Toyako au nord du Japon, a été organisé *le sommet G8 de l'université* pour la première fois. A l'initiative de quatorze universités japonaises, chaque pays du G8, ainsi notamment que la Chine et

l'Inde, ont envoyé deux représentants pour un total de trente-cinq universités participantes. Les discussions sur le thème choisi du « rôle de l'université pour une gouvernance mondiale durable » ont été synthétisées dans un document intitulé *Déclaration de la soutenabilité de Sapporo*. Cet événement nous invite à réfléchir sur les relations actuelles entre l'université et le socio-économique. En s'invitant à Sapporo, l'université semble en effet être implicitement entrée dans le système idéologique néo-libéral du G8, système qui reflète la tendance socio-économique mondiale observée depuis les années 1970. De plus, comme le laisse entendre le nom « sommet de l'université », c'est de la hiérarchie, de l'élite universitaire qu'il est question. Une direction qui semble très éloignée de l'idée de la popularisation de l'enseignement supérieur.

Dans ce contexte de libéralisation de l'enseignement, où la logique de concurrence essentielle au système capitaliste gagne rapidement du terrain, quelle place reste-t-il pour les Humanités et notamment pour la philosophie, discipline qui se revendique comme étrangère à la logique du capital ? Dans quel cadre institutionnel la philosophie doit-elle dorénavant s'inscrire ?

Ce troisième forum international *Philosophie et Éducation* est organisé par l'Université de Tokyo Centre de Philosophie (UTCP) en collaboration avec le Collège International de Philosophie (CIPh), et fait suite aux deux précédentes éditions qui se sont tenues à Paris les 8 novembre 2006 et 8 janvier 2008. Lors de ces deux forums, les intervenants, s'interrogeant sur les relations entre la philosophie et la pédagogie, ont traité de Derrida, Blanchot, Deleuze, Foucault, Benjamin et Lacan, etc.

Le CIPh a été fondé à Paris en 1983 à l'initiative de Jacques Derrida. Le Collège est un espace conçu pour rendre possible un nouveau type de philosophie, où différentes disciplines telles que la science, l'art, la littérature, la psychanalyse ou la politique communiquent de manière académique mais non-hiérarchique et non-centralisée.

L'UTCP, dirigé par Yasuo Kobayashi, a été fondé à Tokyo en 2001. Suivant l'exemple du CIPh, l'UTCP vise à contribuer au rétablissement de l'exercice de la philosophie, principalement sous la forme

selon laquelle elle s'est développée en Amérique du Nord et en Europe, tout en y incorporant la pensée de l'Asie orientale et du monde musulman. Par nos recherches fondées sur le dialogue académique entre les civilisations, nous espérons contribuer à ouvrir de nouveaux horizons philosophiques.

Il est remarquable et hautement symbolique de voir le CIPh et l'UTCP organiser conjointement ce forum *Philosophie et Éducation* sur l'avenir des institutions de recherche et de l'enseignement : le CIPh et l'UTCP ont en effet en commun d'être deux institutions en marge de l'université traditionnelle. Le CIPh est une association académique basée sur la loi de 1901, subventionnée par l'État. L'UTCP est l'organisation en cinq ans fondée au sein de l'Université de Tokyo, dans le cadre du Global Center of Excellence Program du Ministère japonais de l'Éducation.

Le CIPh et l'UTCP sont des institutions originales car ils sont « précaires » par choix. Au CIPh, les Directeurs de programme sont élus tous les six ans, afin que l'organisme et ses dirigeants puisse constamment se renouveler. A l'UTCP, les vingt-trois directeurs conservent une position stable, mais chaque année la trentaine de jeunes chercheurs affiliés sont évalués et la rotation peut être importante. Les budgets du CIPh et de l'UTCP sont renouvelés après évaluation ministérielle, et l'UTCP établit des programmes de recherche sur un horizon de cinq ans. Les deux institutions font de leur impermanence une force qui leur permet de s'interroger plus librement sur l'avenir de l'institution académique.

Autre point commun : au CIPh et l'UTCP, tous les programmes sont ouverts au public à titre gratuit. Les séminaires et colloques proposent un discours académique de qualité sans être trop spécialiste, rendu accessible au plus grand nombre sans tomber dans un excès de simplification. Ce principe de gratuité rend le CIPh et l'UTCP plus visibles auprès de toutes sortes de publics.

Enfin, le CIPh et l'UTCP ont dès leurs débuts refusé d'être éternellement identifiés à un centre de recherches, à un lieu unique. En institutionnalisant l'idée de mobilité géographique, il devient plus facile de développer dans le monde entier des échanges scientifiques entre organismes de recherche et d'éducation.

Par ces aspects, les méthodes par lesquelles le CIPh et l'UTCP contribuent au progrès scientifique sont en marge des pratiques courantes dans l'université ; en « supplément » de l'université, pourrait-on dire. Dans leur démarche, ils sont amenés à s'interroger sur les technique et la pratique du savoir, à tester les limites de l'université elle-même en tant qu'institution. Le CIPh et l'UTCP fonctionnent en marge des institutions universitaires traditionnelles comme « lieu sans lieu », ce que Platon avait nommé *khôra*. Citons ici la remarque de Derrida sur *khôra* dans *Sauf le nom* (Galilée, p. 58).

Tout en secret se joue ici. Car cet emplacement déplace et déorganise aussi nos préjugés onto-topologiques, en particulier la science objective de l'espace. *Khôra* est là-bas mais plus « ici » que tout « ici »

Les trois forums *Philosophie et Éducation* sont organisés dans cette *khôra* des institutions universitaires : il s'agit là déjà d'un événement. Au sein d'un « ici » plus présent encore que tout « ici » de l'université, dans le lieu supplémentaire de l'université, nous souhaitons mettre en question les institutions de recherche et d'éducation.

Dans ce troisième forum, nous posons une question fondamentale, commune au CIPh et à l'UTCP qui cherchent tous deux à penser un nouveau cadre institutionnel pour la philosophie : dans cette époque troublée, quelles institutions de recherche et d'enseignement pourraient garantir la pérennité des Humanités et du droit à la philosophie ? Afin de protéger l'avenir de ces disciplines, menacées par la logique utilitariste qui accompagne le processus de globalisation, nous reposons la question de la déconstruction des institutions de recherche et d'enseignement.

NISHIYAMA Yuji
Université de Tokyo

Ce collectif est constitué des Actes du forum international « Philosophie et Éducation —Le droit à la philosophie : la déconstruction des institutions de recherche et d'enseignement à l'époque de la globalisation », tenu à l'École normale supérieure et au Collège international de Philosophie (Paris, France) aux 24 et 25 novembre 2008. Ce forum fut organisé sous la responsabilité de Yasuo Kobayashi, Dominique Lestel et Yuji Nishiyama.